



Le SKEMA Défense Club vous présente sa revue de presse:

Qui sommes-nous ?

Le SDEC (SKEMA Défense Club) est une association étudiante de l'école de Skema Paris, réunissant des étudiants en L3, Master 1 et Master 2. Le SDEC porte à cœur les enjeux de défense ainsi que géopolitiques et propose régulièrement des conférences, des écrits et des visites s'appliquant à ceux-ci.

Ces articles ont été écrits par :

Ulysse Karmasyn
Youri Clair d'Antonio
Benoît de Jarcy
Constance Thouvenot
Louis Mounin
Mathurin Joffre-Baudet
Nina Perez

Avec la participation de :

Sami Sudici Belhadj-Salah
Axelle Raffeneau

SOMMAIRE

Le Sahel : après l'Opération Barkhane, une nouvelle recomposition géopolitique

[ARTICLE 1 : Passé colonial et Francafrique au Sahel](#)

- ❖ Le Sahel malien, un espace produit de l'histoire impériale (frontières, État, périphéries)

- ❖ Du fait colonial à la « matrice » contre-insurrectionnelle
- ❖ Décolonisation et Françafrique : continuités, dépendances, malentendus

ARTICLE 2 : Opérations Serval et Barkhane : Succès tactiques et impasse stratégique au Mali (2013-2022)

- ❖ Opération Serval : Reconquête d'urgence et succès tactique (2013-2014)
- ❖ Opération Barkhane : Surveillance régionale et paradoxe stratégique (2014-2022)
- ❖ Les limites de la contre-insurrection post-coloniale

ARTICLE 3 : Déroulé du retrait des forces françaises dans les pays du Sahel (approche géocentree)

- ❖ Au Mali.
- ❖ Au Burkina Faso
- ❖ Au Niger
- ❖ Au Tchad

ARTICLE 4 : Actions de la Russie dans les ex-colonies françaises

- ❖ Le passé de la relation Russie - Afrique et la situation actuelle
- ❖ Concrètement, pourquoi la Russie s'implante-t-elle en Afrique, et notamment en Afrique francophone ?

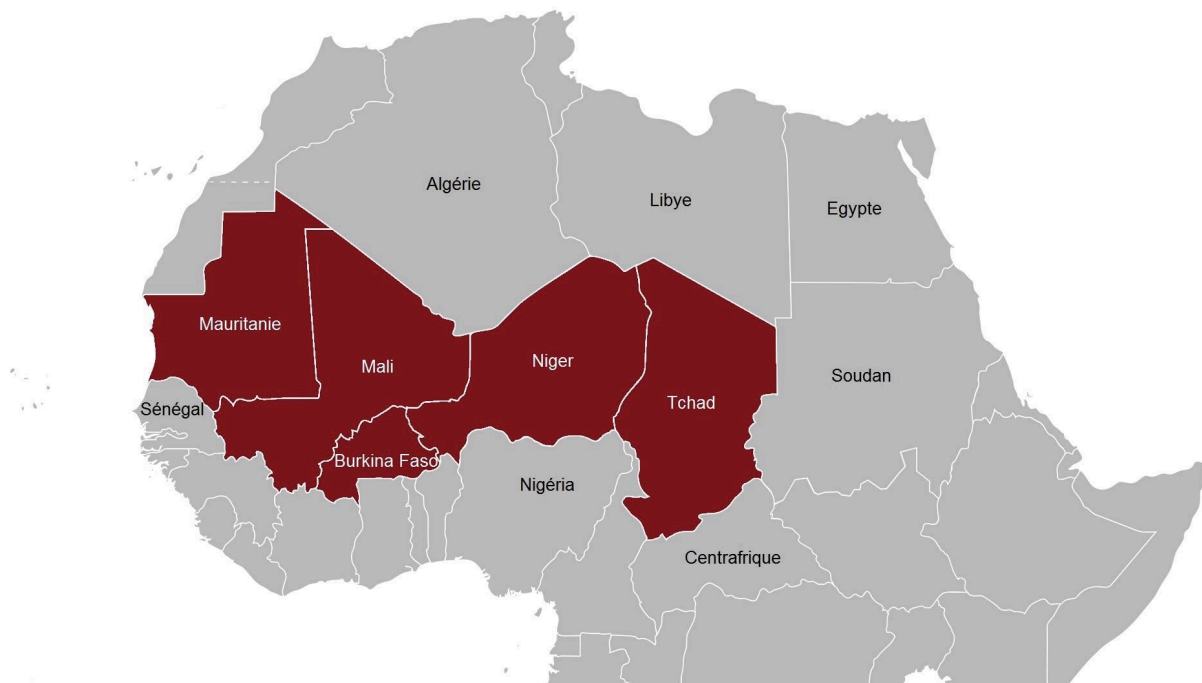
ARTICLE 5 : Reprise des affrontements au Sahel : Déstabilisation politique, escalade djihadiste et crise humanitaire (2022-2025)

- ❖ Déstabilisation politique : des coups d'État comme catalyseur; Une rupture avec l'Occident après des coups d'État successifs
- ❖ Montée graduelle des attaques terroristes : Consolidation et extension
- ❖ Conséquences humanitaires : Famine, exactions et rupture sociale

ARTICLE 6 : Les acteurs extra-régionaux au Sahel, après l'opération Barkhane

- ❖ Attractivité de la région pour les acteurs étrangers: entre accords économiques et militaires: une interdépendance
- ❖ Nouveaux acteurs dans la région: 3 logiques d'influences extra-régionales

Le Sahel : après l'Opération Barkhane, une nouvelle recomposition géopolitique



Passé colonial et Françafrique au Sahel

Aborder les relations franco-maliennes ne peut consister à raconter un épisode de l'histoire contemporaine. Il s'agit avant tout de replacer une histoire politique et stratégique dans le temps long, où s'entremêlent construction coloniale de l'État, continuités postcoloniales, et perceptions souvent opposées de la souveraineté.

Le Sahel malien, un espace produit de l'histoire impériale (frontières, État, périphéries)

Avant d'être une région en crise, le Mali est un carrefour régional, mêlant routes commerciales, mobilités pastorales et réseaux transfrontaliers. La colonisation française initiée à la fin des années 1880, recompose l'espace et le rend gouvernable selon des logiques administratives nouvelles et bouleverse ainsi profondément les normes civilisationnelles précédemment établies qui s'organisaient au XIXe siècle autour d'empire islamiques comme l'empire toucouleur. La conquête française aboutit à la constitution du Soudan français, intégré à l'Afrique occidentale française (1895). Dans cet ensemble impérial, le territoire n'est pas pensé comme une état en devenir, mais comme une unité de gestion du territoire. La France depuis la métropole découpe, recense, fiscalise, installe des garnisons, ordonne l'espace depuis un centre.

L'un des effets majeurs de cette histoire impériale est le caractère par nature centralisé de l'État qui en découle, calqué sur une grammaire jacobine, c'est à dire centralisatrice, avec une capitale et des relais administratifs ainsi qu'une chaîne hiérarchique verticale top-down. Ce modèle donne certes au Mali indépendant un appareil étatique moderne, mais il le confronte aussi à une difficulté toujours présente aujourd'hui, gouverner un territoire immense dont certaines régions notamment septentrionales (l'Azawad) ont longtemps été perçues comme des marges. Au problème de la centralisation s'ajoute la question des frontières. La colonisation, en effet, fige un espace en mouvement en fixant des frontières westphaliennes arbitraires complètement exogènes à la région.

Ce contexte est indispensable afin de comprendre pourquoi la question des périphéries, du Nord, et de la maîtrise de l'espace constitue un invariant politique.

Du fait colonial à la « matrice » contre-insurrectionnelle

L'héritage colonial ne se manifeste pas seulement territorialement. La France a forgé à travers ses conquêtes, une manière d'envisager les conflits irréguliers. L'enjeu central n'est pas uniquement la destruction de l'adversaire, mais le contrôle de l'espace social, la différenciation des insurgés et des populations ainsi que l'imposition de l'administration sur le territoire. Dans cette logique, la victoire militaire n'a de sens que si elle peut s'appuyer sur un ordre politique stable, appuyé par un maillage territorial étatique solide fourni par la création de loyautés locales à l'État.

Dès le début de la conquête de l'Algérie par la prise d'Alger en 1830, le maréchal Bugeaud (qui arrive en 1836) comprend que la population est le « centre de gravité » des guerres coloniales. Il multiplie ainsi les razzias, les raids éclairs destinés à semer la terreur, et crée les premiers « bureaux arabes », sortes de cellules administratives coloniales implantées parmi les tribus locales. Ces bureaux arabes, ancêtres des équipes civiles de reconstruction que nous connaissons aujourd'hui, combinaient présence militaire (officier français et troupes indigènes) et actions politiques à savoir enseignement de l'arabe, collecte de renseignements ou encore prestations de services. Cette approche visait avant tout à gagner la confiance des populations tout en isolant les rebelles.

Au tournant du XX^e siècle, Gallieni et son disciple Hubert Lyautey théorisent une pacification dite « douce ». Ils prônent ainsi la protection et la coopération des civils plutôt que la seule coercition. L'armée doit « gagner les cœurs et les esprits » (Lyautey 1900) par un équilibre entre la force et

l'action politique. Ainsi elle lance des réformes agraires, construit des infrastructures et assure l'ordre public. Bien sûr, cette doctrine coloniale restait profondément empreinte de racisme et de domination. Gallieni comme Lyautey considéraient la présence française comme un impératif civilisateur suivant en cela Jules Ferry mêlant « bonne conscience coloniale » (Jennifer Pitts) et colonialisme d'exploitation. Toutefois, leur idée majeure était que la stabilité allait nécessairement passer par l'intégration des populations dans un nouveau « contrat social » sous domination française, sans doute dans la lignée des idées de Napoléon III sur la constitution d'un « royaume arabe ». Ces conceptions allaient servir de base aux luttes contre-insurrectionnelles ultérieures, notamment en Indochine et en Algérie.

Ainsi, comment transformer une supériorité militaire en stabilité politique, lorsque l'État postcolonial est fragile, que le terrain est immense, et que les loyautés locales sont multiples ? Voilà la question centrale. Il subsiste cependant également une ambivalence profonde. Ce langage stratégique « protéger », « gagner les cœurs », « reconstruire » reste historiquement associé à une domination coloniale dont la légitimité est et demeure contestée et contestable. Autrement dit, la doctrine porte autant une promesse d'ordre qu'un héritage de tutelle, ce qui nourrit des perceptions contrastées dans l'espace postcolonial qu'est le Mali. Cette théorisation de la « contre-insurrection » subsiste jusqu'à aujourd'hui et a trouvé une nouvelle expression (plutôt malheureuse) durant les opérations françaises au Sahel des quinze dernières années.

Décolonisation et Françafrique : continuités, dépendances, malentendus

Le Mali devient indépendant en 1960 suite au référendum constitutionnel de 1958 dans un premier temps au sein de la fédération du Mali cependant très vite dissoute. Pourtant, l'indépendance n'efface ni les structures héritées du temps colonial ni les anciennes dépendances matérielles. Le nouvel État doit alors gouverner un immense territoire de près de 1,24 million de km², près de deux fois la France métropolitaine, avec des moyens très limités. Il hérite de frontières, d'une administration, d'un modèle de centralisation, et d'une insertion économique fondamentalement façonnés par l'empire.

C'est dans ce cadre que s'installe la relation postcoloniale ambivalente souvent résumée par le terme de Françafrique. Il ne s'agit pas seulement d'un mot polémique. On peut aussi y voir un système de relations fait de continuités, de réseaux, de réflexes institutionnels et d'intérêts. La France conserve des habitudes d'influence, une présence à travers différents formats de coopération, et une logique de stabilité régionale qui l'amène à privilégier certains partenaires (souvent autoritaires) et certaines configurations qui l'avantage. Cette dynamique ne signifie en aucun cas une omnipotence française, mais elle contribue à installer l'idée d'une relation particulière, parfois vécue comme un privilège, souvent comme une tutelle.

La question monétaire démontre parfaitement la forte charge symbolique associée à tout ce qui peut toucher à l'ancienne métropole. Le Mali quitte le système UEMOA/BCEAO c'est-à-dire la zone du franc CFA en 1962 sous le gouvernement Keita pour marquer une rupture avec l'ancien ordre colonial, pour finir par y revenir en 1984 pour des questions de stabilité monétaire et d'intégration régionale. La monnaie est ainsi, comme lien avec l'ancienne métropole, un marqueur d'une

souveraineté inachevée ou incomplète. C'est bien souvent un sujet de controverse et un objet de mobilisation politique majeur. Cette proximité institutionnelle avec l'ancienne métropole apparaît à la fois comme une nécessité pragmatique face aux fragilités régionales structurantes mais alimente aussi un soupçon durable et inévitable d'ingérence.

Tout se joue alors sur un tout autre plan, celui du récit et des perceptions des différents acteurs. La France se perçoit comme un acteur de stabilisation et de soutien désormais dépourvu d'ambition impérialiste, tandis que certains segments politiques et sociaux au Mali interprètent cette présence comme la prolongation d'une dépendance néocoloniale plutôt que postcoloniale. Ces malentendus, qui depuis 65 ans structurent la relation franco-malienne, naissent de ce décalage fondamental de perception des volontés et des enjeux. La relation devient alors presque avant tout un objet de politique intérieure largement instrumentalisée et chargée d'une mémoire douloureuse.

Les rapports qu'entretiennent le Mali et la France s'inscrivent dans le temps long à savoir un espace sahélien reconfiguré par l'histoire impériale et un État centralisé héritier d'un cadre colonial, et une relation postcoloniale façonnée par des continuités autant que par des aspirations de rupture. L'héritage colonial a laissé une matrice stratégique où la pacification combine force et politique, mais aussi une mémoire de domination qui pèse sur la légitimité de tout partenariat. Après l'indépendance, la Françafrique a pris la forme d'un système opaque d'interdépendances et de réseaux produisant à la fois proximité et suspicion. Ce qu'on a appelé le système Foccart, du nom du Secrétaire général aux affaires africaines et malgaches du président de la République, a toujours été marqué par son manque de transparence et sa corruption. Comprendre ce passé est une condition nécessaire afin de rendre lisible les perceptions, les tensions et les récits qui structurent encore aujourd'hui les débats autour de la présence et du rôle de la France dans l'espace saharo-sahélien.

Opérations Serval et Barkhane : Succès tactiques et impasse stratégique au Mali (2013-2022)

Entre 2013 et 2022, les opérations Serval (2013-2014) et Barkhane (2014-2022) incarnent à la fois l'excellence tactique française et les limites d'une stratégie purement militaire. Le général François Lecointre affirmait en 2020 que l'armée française « savait ce qu'elle faisait » au Sahel. Cependant, l'expérience malienne démontre que ce savoir-faire ne s'est pas traduit en succès stratégique durable. En 2013, le Centre interarmées de doctrine publia une nouvelle doctrine de contre-insurrection qui marque un tournant majeur. Contrairement à la « pacification » coloniale ancienne, l'intervention ne vise pas à imposer durablement l'autorité extérieure. Les forces intervenantes doivent se placer en soutien de l'État hôte légitime, transférant la responsabilité de la sécurité aux forces locales. La nation hôte doit être elle-même l'architecte du projet politique alternatif. Ce schéma post-colonial rompt avec la vision coloniale : la France se place désormais sur le siège du passager, non du conducteur. Cette doctrine préconise une approche globale où les interventions militaires sont déléguées aux armées locales, tandis que l'appui politique est confié aux autorités civiles nationales.

Opération Serval : Reconquête d'urgence et succès tactique (2013-2014)

Le 10 janvier 2013, la situation malienne devient critique. Les forces djihadistes progressent irrésistiblement vers le sud après avoir pris Konna, menaçant Bamako. Le gouvernement malien, affaibli par un coup d'État en 2012, demande l'aide immédiate de la France. Le président F. Hollande (2012-2017) approuve l'opération sans délai. L'enjeu est existentiel : sans intervention, Bamako tombe en quelques semaines et les jihadistes auraient établi un système judiciaire islamique radical à Tombouctou et Gao.

Le Président énonce trois objectifs : arrêter l'avancée djihadiste vers Bamako, sécuriser la capitale et les 5 000 Français présents, ainsi que restaurer l'intégrité territoriale du Mali. L'opération s'inscrit dans le cadre des résolutions ONU 2085 et 2100, affichant une temporalité limitée.

En quelques semaines, environ 4 000 soldats appuyés par l'aviation stoppent la progression djihadiste. Les hélicoptères Gazelle engagent les colonnes jihadistes le 11 janvier. Konna est reprise le 21 janvier. Gao et son pont stratégique sont repris le 26 janvier après un assaut héliporté des forces spéciales. Tombouctou est sécurisée le 28 janvier après le parachutage de 250 légionnaires du 2e REP (900 km en 5 jours avec 27 ensablements surmontés). L'aérodrome de Kidal est saisi le 30 janvier. Des opérations de sécurisation en février-mars détruisent les poches djihadistes résiduelles en Adrar des Ifoghas. Les élections maliennes de juillet 2013 sont sécurisées.

L'opération Serval est un succès tactique éclatant. En 6 mois, 1 500 djihadistes sont tués ou capturés. Le matériel saisi inclut 100 fusils d'assaut, 150 mitrailleuses et 220 tonnes de munitions. Trois régions (Kidal, Tombouctou, Gao) passent sous contrôle gouvernemental. Un sondage révèle 96% d'approbation à Bamako en 2013. Neuf militaires français perdent cependant la vie.

Cependant, dès 2013-2014, des difficultés stratégiques apparaissent. Bien que victorieuse militairement, l'opération Serval révèle les limites d'une approche purement militaire. Les groupes djihadistes ne sont pas vaincus, seulement repoussés. Ils se retirent vers les zones frontalières et se restructurent. Les villes reprises demeurent fragiles : embuscades, attaques à la bombe et assassinats ciblés persistent. La France applique sa nouvelle doctrine post-coloniale : elle refuse d'intégrer massivement de supplétifs locaux et confie la formation de l'armée malienne aux Maliens via des missions de l'UE. Cette anomalie s'explique par le souci d'éviter les fantasmes néocoloniaux, mais la formation reste insuffisante. De plus, la France limite strictement son rôle politique : elle soutient officiellement le gouvernement malien sans interférer en profondeur dans les affaires nationales. Cette retenue entre cependant en tension avec la réalité malienne : le pouvoir de Bamako se révèle profondément impopulaire et inefficace. Toute présence internationale « sape la fragile légitimité » des autorités locales et exacerbe la focalisation des Maliens sur leur souveraineté.

Opération Barkhane : Surveillance régionale et paradoxe stratégique (2014-2022)

L'opération Serval s'achève le 31 juillet 2014, remplacée immédiatement par l'opération Barkhane le 1er août 2014. La transition reflète une compréhension nouvelle : la menace n'est pas seulement malienne mais régionale. Après 2013, les jihadistes se réorganisent en cellules décentralisées dans les zones frontalières inaccessibles. Barkhane adopte une stratégie de surveillance et d'interdiction permanente plutôt que de reconquête territoriale.

Les objectifs de Barkhane sont de détruire les sanctuaires jihadistes, de soutenir les forces armées sahéniennes et d'empêcher l'établissement de bases djihadistes permanentes. Environ 3 000 militaires français se déploient en réseau, dans les bases de N'Djamena, Bamako, Gao, Niamey, Ouagadougou. L'accent porte sur les forces aériennes, notamment les drones, hélicoptères Tigre, avions de chasse et les opérations spéciales. L'opération Barkhane lance des actions ciblées quasi-permanentes contre les commandants jihadistes. La mort d'Abdelmalek Droukdel, émir de l'EIGS, tué dans une frappe aérienne en juin 2020, marque un succès majeur. Entre 2014 et 2022, l'opération Barkhane mène plus de 55 000 sorties et tue ou capture des centaines de jihadistes. Des opérations conjointes avec les armées locales permettent des ralentissements tactiques.

Malgré ces succès, le nombre d'attaques terroristes n'a cessé d'augmenter. ACLED (Armed Conflict Location and Event Data) enregistre une escalade constante : environ 2 000 attaques annuelles en 2016, 5 000 en 2020, plus de 14 000 morts en 2022-2023. Ce paradoxe révèle le dilemme fondamental de Barkhane. La France élimine des commandants, détruit des camps, interdit des zones aux jihadistes. Mais elle n'adresse pas les causes profondes : effondrement économique (chômage supérieur à 40% pour les jeunes), faillite de l'État, ressentiment anti-occidental, radicalisation religieuse. Plus les jihadistes sont battus militairement, plus ils trouvent de recrues chez les jeunes désespérés. Le JNIM et l'EIGS se réorganisent en micro-cellules décentralisées.

Sur le plan politique, la France se confronte à une réalité majeure. Elle refuse d'imposer durablement son autorité tout en ne pouvant pas transformer les institutions maliennes. Les négociations de paix avec les mouvements touaregs (Accord d'Alger, 2015) patinent rapidement : Bamako et Paris ne partagent ni les mêmes priorités ni le même rythme. Sans désarmement ni réinsertion des combattants rebelles, les forces de sécurité gardent un réflexe brutal, décrédibilisant la logique de cohabitation. L'opération Barkhane se transforme progressivement en opération visant à « acheter du temps et de l'espace » pour l'État malien. Mais ces fenêtres restent fermées, les élites maliennes n'utilisent pas les succès tactiques français pour refonder le contrat social ou réformer l'appareil sécuritaire.

À partir de 2021, la situation change radicalement. Les coups d'État successifs au Mali (août 2020, mai 2021) et au Burkina Faso (janvier 2022, septembre 2022) installent des juntas ultranationalistes qui rejettent la présence française. Le sentiment anti-français explose à Bamako et Ouagadougou, alimenté par la désinformation russe. Le Mali vote l'interdiction de survol pour les avions français en février 2022, bloquant les opérations aériennes de l'opération Barkhane. Les juntas accusent la France de maintenir une domination économique et militaire.

En juillet 2022, après 9 ans d'opération et plus de 50 morts Français , le gouvernement français annonce le retrait de sa présence de la région. L'opération Barkhane s'achève le 15 août 2022. Wagner/Africa Corps s'installe progressivement à partir de septembre 2021, proposant une offre sécuritaire alternative dépourvue d'exigences en matière de gouvernance.

Les limites de la contre-insurrection post-coloniale

L'expérience malienne illustre que la réussite militaire peut coexister avec un échec politique. En dépit de dix ans de présence, la France n'a pu initier une réforme durable du système malien. Le régime malien, peu légitime dans l'arrière-pays, n'a jamais incarné le projet politique alternatif que la doctrine COIN exigeait. Cette absence de solution politique et sociale a laissé intact le terreau de l'insurrection.

L'opération Barkhane s'achève sur un bilan contrasté : sur le plan sécuritaire, elle a affaibli les réseaux djihadistes ; sur le plan politique, elle a échoué contre les réalités locales. L'armée française, disposant d'une expérience historique riche en contre-insurrection, s'est retrouvée en partie démunie face à un conflit fragmenté, où l'État malien était incapable de gouverner de façon inclusive. La doctrine de 2013, en limitant fortement l'intervention politique extérieure, a voulu éviter les dérives néo-coloniales, mais elle a aussi entravé toute imposition d'un véritable leadership stratégiquement cohérent. L'action militaire, bien menée tactiquement, n'a pas su définir ou imposer une vision politique commune.

L'intervention étrangère a ravivé les débats sur la souveraineté nationale et la mémoire coloniale. Dans les guerres post-coloniales, la force seule ne suffit pas : sans transformations politiques et sociales endogènes, les insurgés reviendront. Cet exemple malien confirme la limite structurelle des doctrines de contre-insurrection contemporaines. Elles continuent de projeter le fantasme d'un Lyautey post-colonial, alors même que les forces extérieures n'ont plus ni la légitimité ni les moyens d'imposer un nouveau contrat social. L'armée peut au mieux gagner du temps ; elle ne peut pas se substituer durablement aux élites locales pour reconstruire l'État.

Déroulé du retrait des forces françaises dans les pays du Sahel

Le début des années 2020 marque un tournant dans les relations franco-africaines, en particulier dans la zone sahélienne. En quelques années, les forces françaises ont été sommées de quitter plusieurs pays pour des raisons qui s'expliquent à la fois par des instabilités politiques, lesquelles alimentent un sentiment anti-français croissant dans la région, et de nouvelles alliances, en particulier avec la Russie, qui ont causé du tort à la réputation des forces françaises.

Il est assez surprenant de constater un sentiment anti-français si fort aujourd'hui lorsque l'on regarde les images de 2013, quand François Hollande et les forces françaises sont accueillis chaleureusement,

à l'aube des opérations Serval puis Barkhane dans la lutte contre le djihadisme. Depuis lors, ce phénomène a grandi dans les pays du Sahel, et la France est passée de sauveur à indésirable. Revenir sur le processus du retrait français permet ainsi de comprendre les raisons de ce sentiment et celles de l'arrêt de l'intervention française, en plus d'éclairer une partie du bilan de l'opération Barkhane au Sahel.

Pour ce faire, il s'agira d'examiner successivement le départ français dans les pays concernés.

Au Mali

Au Mali, la présence française devient réellement indésirable, en janvier 2022, quand l'ambassadeur français au Mali, Joël Meyer, est sommé de partir en 48 h en raison des propos indésirables tenus par Jean-Yves le Drian: « La junte est **hors de contrôle**. C'est une junte qui est illégitime et qui prend des mesures irresponsables. Elle porte l'entière responsabilité du retrait des forces danoises et s'isole encore davantage de ses partenaires européens. », (propos tenus le 27 janvier 2022). Bien que le dialogue diplomatique soit toujours maintenu, la rupture est désormais visible, et accentue les tensions déjà accrues depuis les coups d'État d'août 2020 et mai 2021.

En parallèle, la junte malienne décide d'engager des mercenaires du groupe paramilitaire russe Wagner. La France indique alors qu'il serait « intenable pour elle de combattre aux côtés de mercenaires russes ». En plus de Wagner, la Russie met en œuvre une guerre informationnelle structurée sur les réseaux sociaux, pour alimenter le sentiment anti-français dans les pays du Sahel, notamment au Mali, en République Centrafricaine ou encore au Burkina Faso.

Le président de la République annonce, le 17 février 2022, la fin de l'opération Barkhane. Même si Thomas Gassilloud, député de la commission de la défense nationale et des forces armées qualifie cette opération « d'évolution, non de retrait », la France est devenue indésirable pour rester dans le pays. Les forces militaires quittent ainsi peu à peu le pays ; la base de Gao est rétrocédée le 15 août 2022, marquant la fin de la présence militaire française au Mali. Le retrait de cette base se passe discrètement, sans passation des clés, ce qui souligne la rupture entre les deux pays. Les militaires, au nombre de 2400, sont redéployés majoritairement au Niger et au Tchad.

Au Burkina Faso

Au Burkina Faso, tout part du gouvernement burkinabé de transition, qui suit les deux coups d'État de septembre 2022 et janvier 2023, et demande aux forces françaises de quitter le territoire, dès janvier 2023. Il ne s'agit pas là d'une franche rupture de relations entre les deux pays, mais uniquement de ce qui est prévu dans les accords de coopération militaire. Les 400 militaires de la Task Force Sabre stationnent ainsi quelque temps au Niger puis sont rapatriés. Étant donné qu'il s'agissait d'une unité d'élite, le retrait est plus rapide et brutal que pour les forces de Barkhane.

Cependant, ce départ s'accompagne d'un sentiment anti-français, causé par une impression d'inefficacité de la France face au terrorisme et par l'efficace désinformation de la Russie. Parallèlement, à l'instar du Mali, le Burkina Faso s'est également rapproché de Moscou, et la restructuration des alliances au Sahel a contribué à la méfiance à l'égard de la France.

Au Niger

Au Niger, le processus de rupture est plus complexe, plus long et surtout plus tendu. Encore une fois, c'est un coup d'Etat qui initie la rupture. Les militaires du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP) prennent le pouvoir en juillet 2023, et donnent un mois à la France pour retirer ses troupes. Contrairement au Burkina Faso, la France commence par refuser le retrait, soulignant l'illégitimité du pouvoir en place.

En septembre, 1500 soldats quittent le pays. La logistique du départ est difficile et longue : les forces françaises se dirigent vers le Tchad, le Niger ayant fermé son espace aérien aux avions français. Ils ne peuvent pas non plus passer par le Bénin, dont la frontière est fermée. Les camions et blindés passent par 1700 km de désert avant d'arriver à N'Djamena sous escorte nigérienne, avant d'être rapatriés en France. La base aérienne de Niamey est officiellement rendue aux autorités nigériennes en décembre 2023.

Au Tchad

Parmi tous ces pays sahéliens, le Tchad est le dernier à avoir des forces françaises dans son territoire (environ 1000 militaires fin 2024). Malgré cela, la zone n'est pas exempte de fortes tensions. En effet, le Tchad souhaite affirmer sa souveraineté totale ; de plus, à l'instar de ses voisins, le pays a opéré un rapprochement diplomatique marqué avec la Russie, et la Turquie avec l'achat de matériel militaire. En janvier 2025, le Tchad impose ainsi un calendrier de départ non négociable qui aboutit au retrait de toutes les forces françaises en un mois. Ce départ s'acte avec la fermeture de la base d'Adji Kousseien de N'Djamena le 30 janvier 2025, et le rapatriement des 1000 soldats.

On notera, pour terminer, que le Tchad était l'un des derniers pays d'Afrique à avoir des forces françaises sur son territoire. Le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la Centrafrique ont vu également la présence militaire française se réduire drastiquement.

L'opération Barkhane aboutit donc à un départ forcé dans quatre des pays du G5 Sahel, la France n'ayant pas déployé de force en Mauritanie. Ce retrait peut se comprendre comme le symbole le plus fort de l'échec de la stratégie d'influence de cette opération au bilan contrasté.

Ainsi, depuis le départ des forces françaises, la situation sécuritaire dans les pays du Sahel (Mali, Burkina Faso et Niger) s'est considérablement dégradée. Ces États, désormais regroupés au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES), font face à une explosion de la menace terroriste : le nombre d'attaques est passé de 1 900 en 2019 à plus de 5 000 en 2024. Cette insécurité généralisée a provoqué une crise humanitaire majeure, avec près de quatre millions de déplacés internes et la fermeture de plus de 14 000 écoles dans la région. Sur le plan géopolitique, le vide laissé par la France a été comblé par une influence grandissante de la Russie, notamment via le groupe paramilitaire Wagner (ou Africa Corps), ainsi que par un rapprochement avec la Chine et la Turquie pour l'équipement militaire. Toutefois, malgré ces nouveaux partenariats et une volonté de souveraineté affichée, les armées locales peinent à stabiliser les territoires, l'épicentre de la violence restant concentré dans la zone des trois frontières.

Actions de la Russie dans les ex-colonies françaises

En Juin 2025 le groupe Wagner se retire officiellement du Mali, et la nouvelle unité paramilitaire russe Africa Corps la remplace. Ce changement important dans la présence géostratégique russe montre que les pions que déploie le Kremlin en Afrique francophone sont en constante mutation mais restent bien réels depuis plus de 20 ans. Ainsi, de quelle manière la Russie voit l'Afrique francophone dans son objectif de puissance globale ?

Le passé de la relation Russie / Afrique et la situation actuelle

Tout d'abord, pour comprendre le présent de la relation entre la Fédération de Russie et les ex-colonies françaises, il faut connaître le passé de cette relation, qui est clairement riche. En effet, l'URSS a eu une relation concrète avec beaucoup d'entre elles dès leur indépendance (voire avant). Tout commence vraiment avec Khrouchtchev (1953-1964) dans les années 1950. Le Kremlin tente alors de fomenter des révoltes, avec des écoles d'entraînement communistes ou l'infiltration dans des missions de religieux africains (au Cameroun par exemple). Jusqu'aux années 1970, l'URSS a pour objectif de gagner des alliés anticolonialistes qui s'opposeraient au bloc occidental sans réelle arrière-pensée idéologique directement formulée (une simple volonté de "socialisme Africain" suffit pour un soutien). Ainsi, certains pays des ex-colonies françaises sont considérés comme des cibles stratégiques avec un potentiel important, notamment la Guinée et le Mali. L'URSS va donc y tisser sa toile.

En Guinée notamment, Sékou Touré effectue des visites à Moscou en 1959 et 1960. Il participe au XXII^e congrès du PCUS (Parti communiste de l'Union Soviétique) et reçoit le prix Lénine pour la paix (1961). En conséquence, il se met à s'aligner sur les positions de l'URSS à l'ONU et une coopération économique, culturelle, commerciale et technique se met en place après l'indépendance guinéenne. Il convient de noter que l'URSS de l'époque affiche ainsi une similarité troublante avec la République populaire de Chine d'aujourd'hui. Ces puissances expriment de la même manière une volonté d'alliance désintéressée sans condition et qui profiterait à tous, alors même que la réalité est en fait plus complexe.

À partir des années 1970, l'URSS soutient toujours les pays qui se déclarent du socialisme africain (Bénin, Madagascar, Congo) mais se concentre sur le soutien plus idéologique de révolutions communistes. Dans cette perspective, les pays d'Afrique francophone sont peu concernés. À l'arrivée de Gorbatchev (1985-1991) et sa volonté de renouveau, l'URSS laisse une place moindre à l'idéologie et se contente d'essayer de régler des conflits, avec un ralentissement de la tentative d'expansion d'influence.

Parallèlement, l'Université Patrice Lumumba, anciennement l'Université russe de l'amitié des peuples, est créée en 1960 et se développe. Elle va former jusqu'à la dissolution de l'URSS des élites du tiers-monde (43 000 diplômés). Plus généralement, l'URSS entière cherche à partir des années 1960 à former ces individus et les ex-colonies françaises n'y échappent pas. L'ancien premier ministre malien (jusqu'en 2024) Choguel Maïga (2021-2024) a par exemple fait ses études en URSS. Cela

permet aux Soviétiques d'étendre leur influence culturelle et de renforcer leur liens avec les pays africains. Cette collusion crée donc généralement aujourd'hui dans ces pays une forme de reconnaissance pour l'héritière russe. Il est aussi possible de noter que Vladimir Poutine (1999-2008; 2012-Présent) a renommé l'université "Patrice Emery Lumumba" après un abandon de ce nom depuis 1992. Cela montre son intérêt pour l'Afrique, notamment francophone, et potentiellement une volonté de recréer ce système de formation qui avait étendu l'influence de l'URSS en période de Guerre froide (1947-1989). Ainsi l'intérêt de Vladimir Poutine pour l'Afrique Francophone (et plus généralement de l'Afrique) depuis son arrivée au pouvoir n'est qu'un secret de polichinelle. Mais qu'en est il de la situation actuelle ?

Ainsi la Russie a renoué avec l'Afrique en 2001. C'est avec un pays francophone qu'elle l'a fait, l'Algérie avec un accord militaire et énergétique. Ainsi, depuis cette date, le Kremlin n'a cessé d'approfondir ses liens avec les ex-colonies françaises. Cela est illustré par le fait que l'Afrique est récemment passée de la dernière à la sixième place dans le classement des dix priorités du Concept de politique étrangère russe.

Aujourd'hui le partenariat entre l'Etat Russe et l'Afrique francophone se forme dans plusieurs secteurs.

Premièrement dans le secteur culturel et académique, comme nous l'avons vu avec l'université Patrice Emery Lumumba. On peut aussi noter des ouvertures de centres culturels en Algérie et au Mali. Pour finir, Russia Today (RT), véritable relai de l'Etat et de la culture Russe se développe en Afrique avec une propagande avantageant la Russie et anti-occidentale qui est partie intégrante de la ligne éditoriale du média. RT est notamment présente sur les réseaux sociaux en français (Télégram) et a un site en français.

En second lieu, on peut évoquer un lien économique. La Russie essaie de développer des échanges dans les domaines énergétiques, miniers et dans le secteur de la défense notamment.

Pour ce qui est du secteur énergétique, ce sont donc des entreprises d'Etat ou d'oligarques qui placent leurs pions, comme Lukoil qui investit en 2014 dans un projet de GNL au Congo en partenariat avec l'entreprise italienne ENI.

Pour ce qui est du secteur minier, la Russie est aussi très présente dans les ex-colonies françaises, certaines d'entre elles ayant d'énormes réserves. Principalement dans l'or avec la multinationale NordGold qui exploite des mines au Burkina Faso (mine de Bissa par exemple au centre nord) et en Guinée (mine de Lefa notamment dans la préfecture de Faranah).

Mais la fédération de Russie reste principalement présente dans le secteur de la défense. Tout indique que c'est le principal lien qu'elle a avec l'Afrique francophone, et cela depuis l'époque soviétique. Ainsi avant la guerre en Ukraine, il était estimé que la Russie détenait 40 à 50% du marché de la défense africain. L'Algérie est par exemple le 3^e client de la Russie au niveau mondial en défense avec ¾ de son équipement militaire qui provient de ce pays.

Nous pouvons aussi noter une dépendance du Maghreb par rapport aux céréales russes. En effet la Russie est le 3^e producteur au monde et en profite pour exporter. Ainsi l'Algérie en a importé 1.3 millions de tonnes en 2022.

Il est en outre possible de noter que la guerre en Ukraine est venue mettre en difficulté les relations économiques entre le Kremlin et l'Afrique francophone. En effet, les sanctions ont mis en difficulté l'économie russe et les investissements de ses grandes multinationales sont devenus plus difficiles. Un projet au Cameroun d'exploitation de gaz naturel a par exemple été mis en difficulté car la

multinationale franco-britannique Perenco qui voulait rejoindre le projet a renoncé à cause de l'origine de Lukoil (russe), qui était partie intégrante du plan. En outre, l'Ukraine essaie parfois d'entraver des livraisons russes avec des attaques de drones dans leur rayon d'action.

Pour finir, il convient tout de même de rappeler que la Russie est décevante économiquement en Afrique avec 40 Mds \$ d'échanges promis par Poutine pour 2024, or en 2023 ils n'étaient que de 14 Mds. En outre, il ne faut pas surpondérer la Russie dans les investissements en Afrique. Elle ne représente en effet que 1% des IDE en Afrique.

Pour finir nous pouvons parler de la présence géostratégique du Kremlin en Afrique francophone. En réalité, la Russie ne dispose pas de soldats officiellement déployés en Afrique francophone. Tout se passe avec des troupes non conventionnelles mais qui sont liées à l'Etat Russe. Ce sont les fameuses Légion Wagner et Africa Corps . Leur ancêtre est Wagner directement, créé en 2013. Il fut dirigé par Evgueny Prigogine de 2016 à 2023 (date de sa mort), un oligarque qui fut proche de Poutine avant de se retourner contre lui dans des circonstances troubles liées aux décisions prises à propos de la guerre en Ukraine. Ce groupe a toujours été proche de Moscou mais n'est pas officiellement reconnu par ce dernier. Ainsi depuis 2018 Wagner est présent dans les ex colonies françaises. Il s'occupe de la garde de dirigeants et de la traque de djihadistes, notamment au Mali récemment. Pour se financer, Wagner utilise sûrement l'Etat Russe mais n'hésite en outre pas à exploiter les économies locales, comme des mines. Il faut noter que Wagner s'est séparé en deux depuis la mort de Prigogine avec la légion Wagner et Africa Corps qui dépend de son côté directement du ministère de la Défense Russe. Mais malgré cette scission Wagner reste actif en Afrique Francophone. Il a notamment construit en 2024 un nouveau tarmac à l'aéroport international de Bamako (Mali) pour l'utiliser. En revanche Africa Corps est en train de le remplacer petit à petit et l'a par exemple complètement remplacé au Mali depuis juin 2025. Ainsi la forme de la présence géostratégique Russe dans les ex-colonies françaises est en train de muter profondément mais demeure importante.

Concrètement, pourquoi la Russie s'implante-t-elle en Afrique, et notamment en Afrique francophone ?

Ainsi, l'étude du passé soviétique et des formes actuelles de la présence russe en Afrique, et tout particulièrement en Afrique francophone, montre que Moscou s'inscrit dans une continuité historique, mais selon des modalités renouvelées. Cependant, la description seule de ces instruments (culturels, économiques et sécuritaires) ne permet pas d'en saisir l'entière cohérence stratégique. Il est donc nécessaire d'essayer de dépasser l'analyse des moyens pour se pencher dorénavant sur la question des finalités. En d'autres termes, quels objectifs géopolitiques, la Russie, poursuit-elle à travers son implantation en Afrique ?

A première vue, la Russie voit en l'Afrique un moyen d'accroître sa puissance à faible coût et d'affaiblir ses adversaires stratégiques. Pour ce faire, le Kremlin semble s'orienter vers des politiques réalistes et opportunistes. Ainsi, depuis les années 2000, la Russie privilégie une approche fondée sur la souveraineté des États et sur leur stabilité. Elle s'oppose à la politique occidentale qui conditionne son aide à des normes de gouvernance et de démocratie, en proposant une relation dépolitisée,

beaucoup plus centrée sur l'offre sécuritaire. Cette logique d'opération, qui fait de l'offre sécuritaire russe la porte d'entrée dans la région, permet de créer des liens forts et durables, tout en limitant au maximum les coûts d'engagement.

Cependant, au-delà de la sécurisation des régimes partenaires, l'intervention de Moscou en Afrique s'inscrit dans une dynamique de recomposition des puissances beaucoup plus larges. En effet, en investissant des régions délaissées par les puissances occidentales, la Russie cherche à modifier l'équilibre des influences, en privilégiant une stratégie d'accroissement relatif de puissance (qui passe par l'affaiblissement de ses concurrents). Ainsi, Moscou ne cherche pas à devenir la nouvelle puissance tutélaire de l'Afrique francophone (d'autant plus que les observateurs doutent qu'elle puisse un jour y arriver), mais cherche à démontrer que Paris ne l'est plus. La Russie ne remplace donc pas la France en Afrique, mais désorganise la présence française, et globalement accélère la perte d'influence occidentale. En outre, cette stratégie d'accroissement de puissance relatif, semble bénéfique pour la Russie, qui dans les États fragiles du Sahel notamment, voit un coût d'entrée faible et un rendement stratégique élevé. En effet, au Sahel, en Centrafrique, au Mali... le besoin sécuritaire est immédiat. Pour pallier cela, la Russie n'a pas besoin d'engager beaucoup d'hommes et passe par l'Afrika Korps, ainsi que la livraison d'armes. Cela permet de se constituer des alliées et un point d'appui régional. Il y a donc une forte asymétrie investissements/bénéfices.

En outre, la Russie ne combat pas seulement l'Occident militairement ou diplomatiquement, mais elle combat son récit, l'Afrique devenant un champ de bataille idéologique. Moscou joue ainsi sur un discours anti-colonial, sur le fait que "la Russie n'a jamais colonisé l'Afrique", que la Russie a formé les élites africaines, et s'aide de son sharp power, qui désigne (selon C.walker et J.Ludwig) une forme d'influence politique exercée principalement par des régimes autoritaires, qui consiste à s'immiscer dans les environnements informationnels, culturels et institutionnels d'autres États afin d'en orienter les perceptions et les comportements, sans chercher l'adhésion volontaire pour notamment amplifier les ressentiments postcoloniaux. En effet, la Russie de Poutine cherche par son implantation en Afrique à délégitimer l'occident, qui depuis les années 1990 s'impose comme le garant de la démocratie et des droits de l'homme. Elle attaque frontalement ce récit en dénonçant une hypocrisie occidentale qui cacherait du néocolonialisme (Nouvelle forme de colonialisme qui impose la domination économique à une ancienne colonie devenue indépendante). Moscou ne cherche donc pas à apparaître comme vertueuse, mais à faire apparaître l'occident comme une puissance illégitime. L'héritage soviétique et le récit décolonial qui en découle permettent de construire ce narratif. La Russie ne crée pas un nouvel imaginaire, mais recycle un imaginaire déjà existant qui se base sur une "lutte" contre le colonialisme, la formation des élites (université Lumumba), et le partage d'un narratif commun anti-Occident. Pour ce faire, concrètement la Russie s'appuie sur son sharp power (au service d'une guerre informationnelle), mais aussi sur une captation de la colère post-coloniale. Ainsi, la Russie ne crée pas la colère, mais elle l'oriente, amplifiant l'idée au sein des populations africaines, que l'Occident n'est plus légitime en ce qui concerne les questions politiques, économiques ou sociales du continent Africain.

Par ailleurs, pour la Russie, l'Afrique peut être vu comme un levier géopolitique global. Ainsi, l'Afrique est utilisée par Moscou comme un multiplicateur de puissance diplomatique et stratégique, et non comme une véritable fin en soi. Cela permet notamment de fabriquer des alliés politiques à bas coût. En effet, en échange de la protection et de l'offre sécuritaire, la Russie demande une certaine loyauté

diplomatique. En outre, par l'augmentation de son influence dans les anciennes colonies françaises, la Russie se rapproche indirectement du flanc sud de l'Europe, ce qui permet au Kremlin de développer sa profondeur stratégique face à l'Europe. Par exemple, la Libye occupe une position centrale dans ce dispositif. Située à l'interface entre Méditerranée, Afrique du Nord et Sahel, elle offre à la Russie un point d'ancrage pour projeter son influence. La rénovation de la base de Maaten al-Sarra s'inscrit dans cette logique d'un maillage territorial. Cela se prolonge au Sahel, avec le Mali, le Burkina Faso et le Niger qui font partie de cette chaîne d'influence russe. Cela accroît la capacité de nuisance russe dans une zone autrefois majoritairement dominée par des puissances occidentales. Cependant cet ancrage stratégique ne s'accompagne pas d'un projet de construction ou de stabilisation durable des espaces concernés. En effet, la Russie privilégie avant tout une logique de rupture et de déstabilisation, loin de chercher à bâtir des États solides et des économies puissantes. Alors que Pékin construit des routes, des ports, des chemins de fer et des zones industrielles, Moscou livre des armes, déploie des mercenaires et soutient des régimes en difficulté. Là où la Chine cherche à intégrer le continent dans ses chaînes de valeurs, la Russie s'y contente de projeter ses capacités de nuisance, tout en y consolidant ses alliances politiques.

Ainsi, en s'alliant à des régimes isolés sur la scène internationale et fragiles, Moscou enferme ces États dans une relation asymétrique. La Russie agit alors moins comme une puissance de substitution que comme une puissance de perturbation. Elle ne remplace pas la France dans ses anciennes colonies, elle rend simplement son absence plus brutale, en s'infiltrant dans les failles que l'hexagone a laissées derrière elle. Elle ne construit pas un nouvel ordre mais accélère la désagrégation de l'ancien.

Ainsi, l'engagement de la Russie en Afrique, et notamment en Afrique francophone, ne répond ni à une logique de développement, ni à une volonté de domination économique. Cela s'inscrit avant tout dans une stratégie de puissance indirecte et contestataire, qui vise plus affaiblir l'influence occidentale qu'à construire. Moscou exploite les fragilités des États africains pour obtenir des gains politiques à faible coût. L'Afrique peut ainsi apparaître comme un théâtre secondaire de la confrontation avec l'occident, la Russie agissant comme une puissance de rupture, accélérant la désagrégation de l'ordre ancien sans véritablement proposer de modèle alternatif structuré, comme pourrait le faire la Chine.

Reprise des affrontements au Sahel: Déstabilisation politique, escalade djihadiste et crise humanitaire (2022-2025)

Le retrait des forces françaises en août 2022 suivi de la fin de la mission onusienne MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali) en juin 2023

marque le retour d'une période d'incertitude au Sahel. Après une décennie d'aide occidentale, la région entre dans une phase de recomposition violente où les dynamiques politiques, sécuritaires et humanitaires s'entrelacent.

Déstabilisation politique : des coups d'État comme catalyseur; Une rupture avec l'Occident après des coups d'État successifs

Entre 2020 et 2022, Le Mali et le Burkina Faso ont connu une succession de coups d'État. Au Mali, après le coup d'État du 18 août 2020 (fin du régime d'Ibrahim Boubacar Keïta) suivi d'un second coup en mai 2021, les juntas militaires ont adopté une posture d'ultranationalisme politique, rejetant la présence française. Le Burkina Faso a suivi avec le coup de janvier 2022 du capitaine Ibrahim Traoré. Ces changements marquent un basculement idéologique : les juntas se sont tournées vers des partenaires alternatifs, notamment Wagner (devenu Africa Corps en 2024) et, au-delà, la Russie.

La rupture avec la France n'est pas accidentelle mais stratégique. Les militaires au pouvoir accusent Paris de maintenir une domination économique et militaire au travers du Franc CFA et des forces françaises en opérations extérieures, montrant un fort ressentiment de l'époque coloniale. Le Mali a explicitement interdit aux forces françaises de survoler son espace aérien, marquant la fin de l'ère occidentale au Sahel.

Conséquences du retrait français : vers une recomposition géopolitique polaire

Le retrait des forces françaises a créé un vide sécuritaire comblé par plusieurs acteurs. Wagner s'est implanté progressivement à partir de septembre 2021, adoptant une doctrine ennemi-centrée et moins encadrée légalement que la France. Parallèlement, la Chine a amorcé son propre pivot stratégique. À partir de 2024, Pékin a livré au Burkina Faso un arsenal avancé : véhicules blindés VN22B, mortiers automoteurs PLL-05, lance-roquettes SR5.

Cette coopération chinoise répond à une stratégie claire ; tandis que l'Occident propose des réformes, la Chine livre du matériel de défense. Pour les juntas sahéliennes confrontées au terrorisme, la différence est existentielle. Le pivot burkinabè vers Pékin signale une diversification des alliances au détriment du bloc occidental. Contrairement à la France, qui insistait sur la stabilisation politique et institutionnelle, les partenaires russes et chinois offrent une solution de court terme : force brute pour Wagner, autonomie militaire pour la Chine.

Montée graduelle des attaques terroristes : Consolidation et extension

Recrudescence des actes terroristes et réorganisation des groupes jihadistes:

Présenté comme une simple reconfiguration stratégique, le retrait français a, en réalité, contribué à une recomposition rapide et favorable aux groupes armés jihadistes, qui ont su tirer parti du vide sécuritaire laissé sur le terrain.

En effet, si jusqu'alors la présence française exerçait une pression permanente sur les groupuscules terroristes en perturbant leurs déplacements, leurs communications et leurs chaînes de commandement. Selon l'IRSEM, la fin de cette contrainte a permis aux groupes affiliés au JNIM (Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin) et à l'État islamique au Sahel de se réorganiser en profondeur, de resserrer leurs structures et de mieux coordonner leurs actions entre le centre du Mali et le nord du Burkina Faso ainsi que dans l'Ouest du Niger. De fait, entre 2021 et 2023, le nombre d'attaques armées dans cet espace a augmenté de plus de 30%, avec une intensité particulièrement marquée au Burkina Faso, devenu en 2023 le pays le plus touché par le terrorisme (en nombre de victimes).

Recrutement et coercition : les ressorts de l'expansion jihadiste

Cette montée en puissance ne repose pas uniquement sur des capacités militaires ou logistiques. Elle s'enracine aussi dans une réalité sociale beaucoup plus profonde : la capacité des groupes jihadistes à recruter, durablement, de jeunes hommes dans des territoires fragilisés. Dans de nombreuses zones rurales du Mali, du Burkina Faso ou de l'ouest nigérien, l'enrôlement ne répond que marginalement à une logique idéologique.

De fait, la coercition directe constitue un levier central : menaces sur les familles, enlèvements, ou obligation de fournir un combattant par village sont régulièrement documentés, notamment dans le centre du Mali et le nord du Burkina Faso. À cette violence s'ajoutent des incitations matérielles non négligeables. L'UNODC souligne que les groupes armés offrent des rémunérations régulières, parfois supérieures aux revenus agricoles locaux, ainsi qu'un accès aux ressources issues du pillage, de la taxation des marchés ou des routes commerciales.

Adaptation stratégique et expansion territoriale

Au fil des mois, les groupes jihadistes ont démontré une forte capacité d'adaptation à l'environnement post-Barkhane. Le retrait français, combiné aux coups d'État successifs au Mali et au Burkina Faso, a profondément modifié les priorités sécuritaires des États concernés. La protection des régimes et des capitales a pris le pas sur le contrôle effectif des territoires périphériques.

Cette reconfiguration a laissé de vastes zones rurales, notamment au centre du Mali, au nord et à l'est du Burkina Faso, ainsi que dans l'ouest du Niger, dans une situation de délaissement sécuritaire durable. Les groupes armés ont progressivement investi ces espaces par une présence diffuse et continue. On observe une augmentation régulière des violences dans le sud du Mali et du Burkina Faso, ainsi qu'une pression croissante sur les frontières nigériennes et, au-delà, sur les États côtiers du golfe de Guinée.

Cette évolution marque un changement de nature du conflit. La violence ne se concentre plus uniquement dans les zones sahéliennes faiblement peuplées, mais progresse vers des régions agricoles, des axes commerciaux et des centres locaux de pouvoir, essentiels à la stabilité économique de ces États. Sur le terrain, cette stratégie prend la forme d'une guerre d'usure : assassinats ciblés de chefs de village au Mali, menaces contre les enseignants au Burkina Faso (où plus de 6000 établissements scolaires ont fermé leurs portes en 2023), embuscades répétées contre

les forces nigériennes. Cette approche permet aux groupes jihadistes d'imposer une autorité de fait sans administrer formellement les territoires, en vidant progressivement l'État de sa capacité à gouverner localement.

Conséquences humanitaires : Famine, exactions et rupture sociale

Effondrement socio-économique et adhésion de façade

La recrudescence des affrontements terroristes entraîne une réalité socio-économique dure pour les civils, qui font face à une dégradation rapide et durable des conditions de vie. L'insécurité permanente désorganise les économies locales et fragilise des populations déjà précaires. Le Burkina Faso en offre l'exemple le plus marquant : en 2024, le pays comptait près de 2 millions de déplacés internes, tandis que le Mali recensait environ 400 000 personnes contraintes à l'exil, principalement dans les régions du centre et du nord.

Les violences récurrentes entravent directement les activités agricoles et commerciales. Les blocus imposés par les groupes armés, la fermeture des marchés et l'insécurité des routes provoquent une inflation sévère des denrées de base, estimée entre 20 et 40% dans plusieurs régions du Mali et du Burkina Faso. Cette hausse des prix, combinée à l'effondrement des revenus ruraux, expose des millions de civils à des situations de malnutrition chronique et à des risques de famine localisée.

Dans ce contexte, le ressenti des populations est dominé par la peur, la fatigue et le sentiment d'abandon. L'État apparaît lointain, incapable d'assurer protection et subsistance. Face à cette vacance, une partie des civils adopte une adhésion de façade aux groupes jihadistes : le paiement de la zakât (une aumône religieuse), le respect des règles imposées ou encore, le recours à une justice locale alternative. Cette attitude relève moins d'un soutien idéologique que d'un calcul de survie, visant à éviter les représailles dans un environnement où la violence est devenue structurelle.

Exactions terroristes et violences systématiques

L'année 2024-2025 marque un changement de paradigme inquiétant dans la conduite de la guerre au Sahel. Les civils ne sont plus seulement des victimes collatérales mais des cibles stratégiques pour tous les belligérants, créant un climat de terreur absolu. L'État islamique au Sahel et le JNIM font preuve d'une violence extrême pour soumettre les populations civiles ou punir celles soupçonnées de collaboration. Les massacres de masse, les violences sexuelles, les enlèvements et les mariages forcés dans les zones sous blocus ont été qualifiés de « crimes contre l'humanité » par les observateurs onusiens.

Néanmoins, les forces terroristes ne sont pas les seules à s'en prendre aux populations civiles. Les opérations de « reconquête » menées par les Forces Armées Maliennes, épaulées par l'Africa Corps, ont basculé dans la violence ethnique : le peuple des Peuls, assimilé aux djihadistes, est systématiquement ciblé. Ces exactions ne sont pas des bavures mais font partie d'une vaste stratégie de contre-insurrection brutale qui ne s'embarrasse pas du droit de la guerre, cherchant à vider l'eau pour attraper le poisson. Cette violence d'État produit des effets inverses à ceux recherchés : en massacrant des civils, elle pousse une tranche de la population dans les bras des djihadistes, non pas par allégeance mais par besoin de protection, comme peut l'illustrer le massacre dans la région de Ségou au Mali entre 2023 et 2024, les autorités ont organisé des opérations de ratissage envers des civils qui auraient été affiliés aux djihadistes .

Ainsi, le Sahel 2025 illustre l'impasse simultanée de trois stratégies. La France a montré ses limites opérationnelles malgré l'excellence tactique (Serval, Barkhane). La Russie montre les limites de la force brute sans légitimité politique. Les juntes affichent un ultranationalisme sans projet de stabilisation. Tant que cette impasse persiste, l'escalade est l'issue la plus probable. La Chine, elle, joue un jeu différent : pas d'obligation idéologique, juste du matériel et des résultats.

Les acteurs extra-régionaux au Sahel, après l'opération Barkhane

Espace longtemps perçu comme périphérique, le Sahel s'impose aujourd'hui comme un territoire de convoitises croissantes. La présence de ressources minières et énergétiques majeures, combinée à une situation géographique charnière entre plusieurs ensembles régionaux, confère à cet espace une valeur stratégique durable. La séquence ouverte par la fin de l'opération Barkhane en 2022 a renforcé cette dynamique, en élargissant les marges de manœuvre diplomatiques des États sahéliens et en rendant la région plus accessible à des formes d'engagement extérieur diversifiées. Dans ce contexte, plusieurs acteurs extra-régionaux ont accru leur présence, certains se distinguant par la cohérence et la visibilité de leur implantation, à l'image de la Chine et de la Turquie, dont les stratégies illustrent les recompositions géopolitiques en cours au Sahel.

Attractivité de la région pour les acteurs étrangers: entre accords économiques et militaires: une interdépendance

Le Sahel occupe une position stratégique singulière en Afrique en raison de la combinaison entre les ressources naturelles importantes qu'abrite la région et sa centralité géographique. En effet, y sont concentrées plusieurs ressources dites stratégiques, au premier rang desquelles l'or, l'uranium, le pétrole et, plus récemment, certains minerais critiques liés à la transition énergétique. Le Mali et le Burkina Faso figurent parmi les principaux producteurs d'or du continent, l'or représentant environ 70% à 80 % de leurs recettes d'exportation respectives. Le Niger, quant à lui, demeure un acteur clé du marché mondial de l'uranium et a vu son rôle énergétique renforcé avec l'exploitation du pétrole dans le bassin d'Agadem.

À cette richesse minérale s'ajoute un potentiel énergétique croissant, matérialisé par le développement d'infrastructures lourdes, notamment les oléoducs et les axes de transport destinés à relier des zones enclavées aux marchés internationaux. Ces infrastructures renforcent l'intégration du Sahel dans les chaînes de valeur mondiales, tout en accentuant la nécessité de sécuriser des points précis du territoire, tels que les sites d'extraction, les corridors logistiques et les zones frontalières.

Par ailleurs, le Sahel constitue un espace de circulation majeur reliant l'Afrique subsaharienne, le Maghreb et les façades maritimes ouest-africaines. Cette centralité favorise une intense circulation

de flux, licites comme illicites. Les trafics de stupéfiants, d'armes, de carburant et de marchandises diverses ont fortement augmenté au cours des dernières années, transformant la région en un corridor stratégique pour les réseaux criminels transnationaux. Ces flux contribuent à l'économie locale (jusqu'à 10% dans certaines zones de la région), mais alimentent également l'insécurité et fragilisent davantage les capacités étatiques de contrôle territorial.

L'attractivité du Sahel repose également sur une configuration politique marquée par une fragilisation profonde des États. Depuis 2020, la région a connu une succession de ruptures institutionnelles qui traduisent l'épuisement des régimes civils et l'incapacité durable des autorités à contenir l'insécurité. Entre 2020 et 2023, le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont tous connu des coups d'État ou des transitions militaires, révélant une crise structurelle de légitimité et de gouvernance. Cette instabilité chronique place les États sahéliens dans une situation de dépendance accrue vis-à-vis de partenariats extérieurs, notamment dans les domaines économique et sécuritaire.

Dans ce contexte, les besoins d'alliances deviennent structurels. Les gouvernements doivent à la fois assurer leur survie politique, maintenir un contrôle minimal du territoire et préserver des ressources budgétaires essentielles. Selon la Banque mondiale, les dépenses de sécurité représentaient en 2022 près d'un quart des budgets nationaux du Mali et du Burkina Faso, limitant fortement les investissements sociaux. Cette contrainte budgétaire renforce la recherche de partenaires capables de fournir équipements, financements ou assistance militaire rapidement mobilisables.

Nouveaux acteurs dans la région: 3 logiques d'influences extra-régionales:

Par ailleurs, le recul des cadres occidentaux traditionnels s'accompagne d'une redéfinition du discours souverainiste. Les autorités mettent en avant des partenaires présentés comme « non coloniaux » et dépourvus de conditionnalités politiques, un argument qui trouve un écho favorable dans des sociétés marquées par la fatigue sécuritaire et la défiance envers les modèles d'intervention antérieurs. Cette rhétorique permet aux régimes de renforcer leur légitimité interne tout en diversifiant leurs alliances. Toutefois, cette affirmation de souveraineté masque une interdépendance profondément asymétrique. Le Sahel demeure dépendant de pays économiquement et technologiquement supérieurs pour exploiter ses ressources, financer ses infrastructures et renforcer ses capacités militaires.

Cette dépendance structurelle limite la marge de manœuvre réelle des États, tout en offrant aux partenaires extérieurs un pouvoir de négociation important. La fin de Barkhane accentue ainsi une dynamique déjà existante : celle d'un espace où l'autonomie politique proclamée coexiste avec une dépendance économique et sécuritaire durable, préparant le terrain aux nouvelles formes d'influence extra-régionales.

En effet, la Chine, acteur économique majeur, dispose d'une présence structurée et massive en Afrique. Depuis la Guerre froide, elle y développe ses réseaux dans l'agriculture, la santé, la défense et les industries manufacturières. Dans les années 1990, ses échanges s'intensifient jusqu'au premier Forum de coopération Chine-Afrique (FOCAC) en 2000. Entre 2003 et 2009, elle dépasse les partenaires commerciaux historiques. Le lancement des nouvelles routes de la soie en 2013 renforce

sa présence dans les infrastructures, les secteurs miniers et pétroliers, et les télécommunications, notamment avec le câble sous-marin PEACE (Pakistan and East Africa Connecting Europe), entré en service en 2022.

En outre, la Chine multiplie ses investissements selon une logique extractive et stratégique, dépassant le simple commerce pour sécuriser ressources et infrastructures ferroviaires, routières et portuaires. Entre 2003 et 2022, les échanges sino-africains ont atteint 282 milliards de dollars. Dans le Sahel, le gisement pétrolier d'Agadem (Niger) a été exploité par la China National Petroleum Corporation (CNPC), qui a construit un oléoduc de 1 980 km achevé en 2023 vers le port de Seme Kpodji (Bénin). Cette présence crée une relation asymétrique : l'Afrique dépend de la Chine pour ses infrastructures, ses ressources et ses financements, renforçant une influence durable sur l'économie et les projets de développement. Des pays comme Djibouti, le Nigéria, le Congo, la République centrafricaine et la Guinée voient jusqu'à 80 % de leurs infrastructures réalisées par des opérateurs chinois, avec des prêts cumulés à 170 milliards de dollars entre 2000 et 2022, consolidant la position stratégique de la Chine sur le continent.

À la différence de la Chine, la Turquie a affirmé sa place parmi les partenaires africains dès les années 2000, en misant d'abord sur l'aide humanitaire, les liens religieux et les échanges économiques. Dans les années 2010, son engagement s'étend au secteur sécuritaire et militaire. L'Afrique constitue pour la Turquie un espace stratégique pour diversifier ses partenariats et développer son industrie de défense, via drones, équipements et formation. Plus de 39 pays ont signé des accords de défense, en particulier en Afrique de l'Ouest et au Sahel, tandis que les sommets Turquie-Afrique contribuent à institutionnaliser ces relations.

La Turquie renforce son influence au Sahel via des outils sécuritaires concrets. Elle est devenue un acteur clé grâce à ses drones Bayraktar TB2, moins coûteux que les équivalents occidentaux, qui renforcent l'autonomie des armées locales et leur intégration dans les dispositifs régionaux. Parallèlement, elle développe des programmes de formation militaire et diffuse ses doctrines, contribuant à moderniser les forces tout en créant des dépendances techniques et opérationnelles autour des drones et du TNDU. Présentée comme pragmatique et dénuée de conditionnalités politiques, la Turquie attire les États sahéliens face aux modèles occidentaux. Cependant, cette présence soulève des enjeux politiques et sécuritaires : elle renforce l'autonomie locale mais instaure une asymétrie Nord-Sud moins massive que celle de la Chine, posant des questions sur l'équilibre futur entre autonomie des États sahéliens et influence extérieure, tout en consolidant le rôle stratégique de la Turquie sur le continent.

L'Inde renforce sa présence en Afrique par la coopération économique et le soft power plutôt que par la puissance militaire. Les liens historiques sont anciens, comme le montre le terme « continent frère » utilisé par le Premier ministre Jawaharlal Nehru. Depuis 2000, les échanges commerciaux ont atteint 103 milliards de dollars en 2023, faisant de l'Inde le troisième partenaire commercial de l'Afrique après l'Union européenne et la Chine. Elle développe son influence via des programmes éducatifs, la formation professionnelle, et des partenariats dans la santé, l'énergie et la sécurité maritime, consolidant son image de partenaire fiable et pragmatique.

Les États-Unis maintiennent une présence stratégique en Afrique, combinant coopération sécuritaire et soutien au développement. Depuis 2000, ils mènent des exercices conjoints, forment des soldats

africains et soutiennent la Force conjointe du G5 Sahel (5 millions de dollars dès 2018). Avec plus de 50 ambassades, leur engagement est visible, mais il a parfois manqué de cohérence, fluctuant selon les intérêts géopolitiques, limitant l'influence face à la Chine et la Russie. Parallèlement, l'aide via l'USAID renforce les capacités économiques et sociales des États africains.

Les États du Golfe, notamment les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et le Qatar, renforcent leur influence au Sahel par des investissements économiques et du soft power culturel et religieux, mais leur présence reste limitée. Ils financent infrastructures et accords militaires et soutiennent la sécurité régionale. Guidé par leurs intérêts géopolitiques, leur engagement crée des dépendances et des alignements idéologiques, offrant une alternative aux puissances occidentales, mais sans garantir une stabilité durable, révélant les limites et ambiguïtés de leur stratégie dans la région.

En définitive, la séquence ouverte après le retrait des forces françaises a placé le Sahel à un moment charnière de son histoire géopolitique. Loin d'un désengagement international, la région apparaît désormais comme un espace d'expérimentation, où se croisent intérêts économiques, logiques sécuritaires et affirmations de souveraineté. La montée en visibilité de certains nouveaux acteurs extra-régionaux, au premier rang desquels la Chine et la Turquie, témoigne de cette recomposition en cours, sans pour autant dessiner un nouvel équilibre stabilisé. Le Sahel s'inscrit ainsi dans une dynamique ouverte, où l'avenir dépendra moins de la multiplication des partenaires que de la capacité des États et des sociétés locales à transformer ces présences extérieures en leviers durables de sécurité et de développement.



SOURCES / Bibliographie

Sources article 1

<https://shs.cairn.info/l-invention-du-sahel--9782365123563-page-11>

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/03/09/rahmane-idrissa-politologue-la-fievre-souverainiste-au-sahel-s-est-nourrie-d-un-message-simple-la-france-est-le-veritable-ennemi_6577442_3212.html

<https://pompeys.org/franco-african-postcolonial-diplomatic-relations-a-very-odd-arrangement>

<https://shs.cairn.info/revue-herodote>

Sources article 2

- Assemblée Nationale Française (2014). Rapports d'information sur les opérations Serval et Barkhane au Mali. Sources n°i1288 et i2114.
- Gouvernement Français, Ministère des Armées (2022). Retrait de Barkhane : bilan et transition.
- ACLED – Armed Conflict Location and Event Data Project (2025). Sahel Regional Trends.
- Yvan Guichaoua (2020). « The Bitter Harvest of French Interventionism in the Sahel », International Affairs, 96:4, p. 910.
- Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (2013). Contre-insurrection, Doctrine interarmées DIA-3.4.4(A)_COIN. N° 064/DEF/CICDE/NP du 15 avril 2013.
- Général François Lecointre (2020). Audition du Chef d'état-major des Armées, 17 juillet 2020.

Sources article 3

<https://www.aa.com.tr/fr/monde/tensions-entre-le-tchad-et-la-france-les-dessous-de-la-rupture-de-l-acord-de-d%C3%A9fense-m%C3%A9dias/3412180>

<https://www.google.com/search?q=https://www.rfi.fr/fr/afrique/20231222-niger-retour-sur-les-moments-forts-de-la-crise-entre-paris-et-niamey>

<https://www.google.com/search?q=https://www.france24.com/fr/afrique/20231222-les-derniers-soldats-français-ont-quitte-le-niger>

https://www.google.com/search?q=https://www.lemonde.fr/international/article/2023/09/24/emmanuel-macron-annonce-le-retour-a-paris-de-l-ambassadeur-au-niger-et-le-retrait-des-troupes-francaises_6190812_3210.html

<https://fr.africanews.com/2022/02/01/mali-l-ambassadeur-francais-expulse-pour-avoir-critique-la-junte/>

<https://information.tv5monde.com/afrique/mali-un-ultime-retrait-francais-sous-tension-1144418>

Sources article 4

- Assemblée Nationale Française (2014). Rapports d'information sur les opérations Serval et Barkhane au Mali. Sources n°i1288 et i2114
- Le Monde (2025), "Comment la Russie de Poutine redéploie ses armes en Afrique", Youtube.
- Le Monde (2021), "L'armée fantôme de Poutine : enquête sur les mercenaires russes Wagner", Youtube
- Thierry Vircoulon (2025), "la Russie en Afrique, une puissance économique en trompe l'oeil", IFRI
- Thierry Vircoulon (2025), "Les effets contradictoires des sanctions occidentales sur les relations économiques russo-africaines" IFRI
- Yves Montenay (2025), "La Russie en Afrique", yvesmontenay.fr
- Orietta Moscatelli (2023), "Il senso di Putin per l'Africa", revue Limes, *Africa contro Occidente*
- Adlene Mohammadi (2023), "Mosca e Algeri, amicizia con limiti", revue Limes, *Africa contro Occidente*
- Mauro de Bonis (2019), "Cinesi e Russia contro l'egemonia USA in Nordafrica", revue Limes, *Dalle Libie all'Algeria, affari nostri*
- Cécile Marin (2024), "Quelle est la dimension historique de l'engagement russe en Afrique ? Aux racines des relations russo-africaines de 1917 à nos jours", diploweb.com

Sources article 5

- International Crisis Group (2024). Mali: On the Brink. Africa Report N°318.
- IRSEM (2025). Le Sahel post-français. Études n°87-90. Marc-Antoine Pérouse de Montclos et Michael Shurkin.
- Human Rights Watch (2024). Burkina Faso: Islamist Armed Groups Terrorize Civilians.
- Human Rights Watch (22 juillet 2025). Mali: Army, Wagner Group Disappear, Execute Fulani Civilians.
- Revue Conflits (2025). La Chine arme le Burkina Faso.
- UNODC (2024). Transnational Organized Crime Threat Assessment: Sahel.
- BBC Afrique (2025). Sahel Security Crisis Updates.

Sources article 6

<https://shs.cairn.info/revue-cahiers-de-conflits-2025-1-page-23?lang=fr>

<https://www.ifri.org/fr/etudes/les-influences-chinoises-en-afrique-2-mythes-et-realites-des-relations-economiques>

<https://www.frstrategie.org/publications/recherches-et-documents/turquie-afrique-une-presence-securitaire-militaire-expansion-2025>

<https://adf-magazine.com/fr/2024/12/la-turquie-introduit-des-mercenaires-dans-le-melange-violent-du-sahel/>

https://www.atalayar.com/fr/articulo/politique/turquie-renforce-son-influence-et-sa-presence-dans-region-du-sahel/20250730100000217123_amp.html

<https://issafrica.org/pscreport/psc-insights/coups-detat-en-afrique-les-acteurs-etranagers-sont-ils-de-simples-boucs-emissaires>

L'Afrique face aux mutations stratégiques : entre recompositions géopolitiques et quête d'autonomie: <https://www.defnat.com/e-RDN/vue-article.php?carticle=23747>

https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2024/12/AsiaFocus_2024_12_231_Sino-Turquie_Note.pdf

<https://africacenter.org/fr/spotlight/la-cooperation-entre-lafrique-et-linde-un-point-de-repere-en-matiere-de-partenariat/#:~:text=Les%20%C3%A9changes%20commerciaux%20entre%20l'Union%20europ%C3%A9enne%20et%20la%20Chine.>

<https://lerubicon.org/un-renforcement-de-lengagement-au-sahel-la-russie-la-chine-la-turquie-et-les-etats-du-golfe/>

<https://www.ifri.org/fr/le-burkina-faso-et-les-enjeux-de-transparence-dans-le-secteur-minier>

Africa Center. (n.d.). *La coopération entre l'Afrique et l'Inde : un point de repère en matière de partenariat.*

<https://africacenter.org/fr/spotlight/la-cooperation-entre-lafrique-et-linde-un-point-de-repere-en-matiere-de-partenariat/#:~:text=Les%20%C3%A9changes%20commerciaux%20entre%20l'Union%20europ%C3%A9enne%20et%20la%20Chine>

Cahiers de conflits. (2025). *Présence chinoise en Afrique : enjeux et réalités.* Cairn.info.

<https://shs.cairn.info/revue-cahiers-de-conflits-2025-1-page-23?lang=fr>

FMES France. (n.d.). *Chine-Afrique : une relation asymétrique et stratégique pour Pékin.*

<https://fmes-france.org/chine-afrique-une-relation-asymetrique-et-strategique-pour-pekini/>

FR Stratégie. (2025). *Turquie-Afrique : une présence sécuritaire et militaire en expansion.*

<https://www.frstrategie.org/publications/recherches-et-documents/turquie-afrique-une-presence-securitaire-militaire-expansion-2025>

Global Voices. (2025, mai 3). *Niger : l'oléoduc d'Agadem et la présence chinoise*.
<https://fr.globalvoices.org/2025/05/03/294609/#:~:text=Apr%C3%A8s%20la%20d%C3%A9couverte%20d'importantes.d%C3%A9but%20de%20l'ann%C3%A9e%202020>

Géoconfluences. (n.d.-a). *Chinafrique — Glossaire*.
<https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/chinafrique#:~:text=Les%20interventions%20chinoises%20en%20Afrique,infrastructures%20ferroviaires%2C%20routi%C3%A8res%20et%20portuaires>

Geoconfluences. (n.d.-b). *Présence économique chinoise en Afrique*. ENS Lyon.
<https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/afrique-dynamiques-regionales/articles-scientifiques/presence-economique-chinoise-en-afrique>

IFRI. (n.d.). *Les influences chinoises en Afrique : mythes et réalités des relations économiques*.
<https://www.ifri.org/fr/etudes/les-influences-chinoises-en-afrique-2-mythes-et-realites-des-relations-economiques>

Institut EGA. (n.d.-a). *Les États-Unis et l'Afrique : rapports historiques et perspectives d'évolution*.
<https://www.institut-ega.org//les-etats-unis-et-l%E2%80%99afrique-%3A-rapports-historique-s-et-perspectives-d%E2%80%99evolution/>

Institut EGA. (n.d.-b). *Quelle présence chinoise en Afrique ?*
<https://www.institut-ega.org//quelle-presence-chinoise-en-afrique/>

Le Rubicon. (n.d.). *Un renforcement de l'engagement au Sahel : la Russie, la Chine, la Turquie et les États du Golfe*.
<https://lerubicon.org/un-renforcement-de-lengagement-au-sahel-la-russie-la-chine-la-turquie-et-les-etats-du-golfe/>

Portail IE. (2024). *L'influence grandissante de l'Inde dans une Afrique en pleine expansion*.
<https://www.portail-ie.fr/univers/enjeux-de-puissances-et-geoéconomie/2024/linfluence-grandissante-de-linde-dans-une-afrique-en-pleine-expansion/>

Policy Center. (2022). *L'influence grandissante de la Turquie en Afrique*.
https://www.policycenter.ma/sites/default/files/2022-05/PB_38-22_Boutaleb.pdf

Policy Center. (2024). *PP_06-24 D. Alaoui BelghitiV2*.
https://www.policycenter.ma/sites/default/files/2024-05/PP_06-24_D.%20Alaoui%20BelghitiV2.pdf